Lightspeed annonce les résultats de son examen stratégique et ses résultats financiers du troisième trimestre de 2025

Le conseil de Lightspeed a autorisé le rachat d'actions, qui devrait redistribuer jusqu'à 400 M$ aux actionnaires

Total des produits des activités ordinaires de 280,1 M$, en hausse de 17 % sur 12 mois

Produits tirés des abonnements en hausse de 9 % sur 12 mois

Amélioration de la perte nette, qui s'est établie à (26,6) M$, et BAIIA ajusté[1] positif de 16,6 M$, dépassant les prévisions d'environ 14 M$

RMPU[2] mensuel du trimestre en hausse de 19 % sur 12 mois, pour atteindre environ 533 $

Lightspeed présente ses résultats en dollars américains et conformément aux IFRS

MONTRÉAL, le 6 février 2025 /PRNewswire/ - Lightspeed Commerce Inc. (« Lightspeed » ou la « Société ») (TSX | NYSE : LSPD) a présenté aujourd'hui les résultats de son examen stratégique annoncé précédemment et ses résultats financiers pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2024. Lightspeed est la plateforme intégrée de point de vente et de paiement qui permet aux entrepreneurs ambitieux d'accélérer leur croissance, d'offrir la meilleure expérience client et de devenir une destination incontournable dans leur industrie.

Examen stratégique

Le conseil d'administration, un comité composé d'administrateurs indépendants, et les membres de la haute direction ont déterminé à l'unanimité que la mise en œuvre d'un plan de transformation complet en tant que société ouverte constitue la meilleure façon de maximiser la valeur pour la Société et ses actionnaires. Dans le cadre de son examen stratégique annoncé précédemment, la Société a procédé à une évaluation approfondie de son portefeuille, y compris de l'attrait des marchés, de la dynamique concurrentielle et de la possibilité de réaliser des gains, et a évalué la structure de propriété la plus favorable pour Lightspeed dans le cadre d'une transformation. La Société a déjà mis en branle son plan de transformation, se concentrant sur la croissance du commerce de détail en Amérique du Nord et de l'hôtellerie en Europe, deux moteurs de croissance de premier ordre, et, en termes de stratégie, sur l'accroissement du nombre d'emplacements et l'augmentation du RMPU lié aux logiciels et aux solutions de paiement. Les autres secteurs d'activité sont pour leur part optimisés à des fins d'efficacité et l'objectif est de générer une rentabilité maximale pour l'ensemble de la Société.

La transformation à l'échelle de la Société visant à mettre en œuvre la nouvelle stratégie sera axée sur les points suivants :

- **Mise en marché** : Amélioration de la stratégie de mise en marché de Lightspeed par des efforts ciblés en vente prospective, l'expansion des équipes de vente sur le terrain et des équipes de commercialisation locales, et la verticalisation de l'exécution de manière à maximiser l'efficacité et à accroître les gains de mandats, notamment une intégration accrue des fournisseurs dans les marchés verticaux cibles et le déploiement d'acquisitions de clients en lien avec l'IA dans le secteur du commerce de détail en Amérique du Nord.

- **Produits et technologies** : Accent mis sur les secteurs de croissance clés : amélioration la gestion des stocks, des prévisions et de l'intégration des fournisseurs pour le secteur du commerce de détail en Amérique du Nord, et optimisation des activités, de l'expérience client et des analyses pour le secteur de l'hôtellerie en Europe.

- **Affectation du capital** : Initiatives de transformation visant à libérer des capitaux pour les investir dans des domaines de croissance.

[1] Mesure ou ratio non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS » et au rapprochement à la mesure ou au ratio IFRS le plus directement comparable.
[2] Exclusion faite des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid.

- **Rachat d'actions** : Programme de rachat d'actions visant à redistribuer jusqu'à 400 M$ en trésorerie aux actionnaires, qui comprend l'exécution immédiate d'une tranche d'environ 100 M$[3] aux termes de l'autorisation actuelle, plus un montant additionnel de 300 M$, dans chacun des cas sous réserve des conditions du marché.

« Le solide processus d'examen stratégique de la Société a été lancé par le conseil en réponse aux commentaires des actionnaires, et supervisé par un comité composé de membres indépendants du conseil, a déclaré Patrick Pichette, président du conseil d'administration de Lightspeed et du comité responsable de la supervision de l'examen stratégique. Lightspeed a suscité un vif intérêt et nous avons eu de longues discussions avec plusieurs intervenants du processus. Après cet examen, notre conseil, notre comité et notre équipe de haute direction ont conclu à l'unanimité que la réalisation de notre plan de transformation complet en tant que société ouverte constitue la meilleure façon de maximiser la valeur pour la Société et ses actionnaires. »

« La Société a poursuivi sa croissance depuis l'annonce de l'examen stratégique en lançant plusieurs nouvelles initiatives clés qui ont déjà eu des effets majeurs sur nos résultats, comme une croissance de 9 % des produits tirés des logiciels sur 12 mois – la plus élevée des neuf derniers trimestres – et la revue à la hausse de nos perspectives relatives au BAIIA ajusté pour cet exercice à plus de 53 M$, soit une augmentation de 30 % par rapport aux perspectives initiales d'au moins 40 M$ au début de l'exercice, a déclaré Dax Dasilva, fondateur et chef de la direction. Nous avons entamé un processus de transformation qui métamorphosera la Société, et il me tarde de présenter tous les détails du plan lors de notre prochaine Journée des marchés des capitaux. »

La direction a également annoncé qu'elle tiendra une Journée des marchés des capitaux le 26 mars 2025, à la Bourse de New York, afin de présenter une mise à jour complète du plan de transformation de la Société, de son incidence sur le plan opérationnel et financier, les produits et les efforts de mise en marché, ainsi que les perspectives financières à long terme.

Lisez la lettre du chef de la direction Dax Dasilva aux actionnaires: https://investors.lightspeedhq.com/Lettre-du-chef

Résultats financiers du troisième trimestre

« Le positionnement de la Société en vue d'une croissance rentable reste notre priorité absolue par suite de notre examen stratégique, a déclaré Dax Dasilva. Au cours de la dernière année, nous avons accéléré la croissance des logiciels, considérablement amélioré la pénétration de nos solutions de paiement, jeté des bases solides pour assurer la rentabilité et conservé un excellent bilan. Nous sommes en outre passés à la vitesse supérieure en termes d'innovation et centré nos activités sur les secteurs dans lesquels nous excellons. »

« Les résultats de ce trimestre sont la preuve même que notre nouvelle orientation stratégique, qui consiste à prioriser la croissance dans nos marchés clés et l'efficacité partout ailleurs, porte ses fruits. Le BAIIA ajusté a bondi de plus de 350 % sur 12 mois, pour atteindre 16,6 M$, ce qui est supérieur aux prévisions que nous avions précédemment établies, a déclaré Asha Bakshani, cheffe des finances. De plus, l'innovation de produits et les augmentations liées à nos plans de tarification ont contribué à la croissance de 11 % du RMPU[2] lié aux logiciels. Nous nous attendons à ce que cette forte lancée se poursuive au cours de l'exercice 2026. »

Faits saillants financiers du troisième trimestre

(À moins d'indication contraire, la période comparative est le trimestre clos le 31 décembre 2023.)

- Total des produits des activités ordinaires de 280,1 M$, en hausse de 17 % sur 12 mois.
- Produits tirés du traitement des transactions de 181,7 M$, en hausse de 23 % sur 12 mois.
- Produits tirés des abonnements de 88,1 M$, en hausse de 9 % sur 12 mois.
- Perte nette de (26,6) M$, ou (0,17) $ par action, comparativement à une perte nette de (40,2) M$, ou (0,26) $ par action, et résultat ajusté[1] de 18,5 M$, ou 0,12 $ par action[1], contre un résultat ajusté[1] de 11,8 M$, ou 0,08 $ par action[1].
- BAIIA ajusté[1] de 16,6 M$ par rapport à un BAIIA ajusté[1] de 3,6 M$.

[3] Représente la valeur estimée basée sur le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la Bourse de New York au 5 février 2025.

- Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 2,7 M$, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de (18,2) M$, et flux de trésorerie disponibles ajustés[1] utilisés de (0,5) M$, contre des flux de trésorerie disponibles ajustés[1] utilisés de (14,8) M$.
- Au 31 décembre 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de Lightspeed se chiffraient à 661,6 M$.

Faits saillants opérationnels du troisième trimestre

- Lightspeed a lancé plusieurs nouveaux produits et fonctionnalités au cours du trimestre, notamment ce qui suit :
  - **Lightspeed Scanner**, qui permet les achats directement sur le plancher de ventes au moyen de systèmes de paiement mobiles, est maintenant offert sur l'application Lightspeed iOS;
  - Nous avons développé **Lightspeed Payments** afin de permettre à notre réseau de fournisseurs en Australie, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Belgique, en plus du Canada et des États-Unis, d'accepter certains paiements;
  - Plus de 1 million de nouveaux produits ont été ajoutés au **réseau de fournisseurs de Lightspeed** dans les principaux marchés verticaux, tels que les produits pour animaux de compagnie, les articles pour la maison et le jardin, et le golf;
  - L'outil **Integrated Scheduling** permet aux exploitants de terrains de golf de maximiser leurs réservations et leurs produits des activités ordinaires.
- Lightspeed a lancé plusieurs nouveaux produits et fonctionnalités pour le secteur de l'hôtellerie en Europe, notamment ce qui suit :
  - Le nouveau système **Kitchen Display** relie harmonieusement la salle à manger et la cuisine en facilitant le flux des commandes du point de vente et de Tableside à la cuisine;
  - **Lightspeed Pulse** permet aux restaurateurs d'accéder n'importe où, à partir d'un appareil mobile, aux données exploitables et aux principales mesures, comme les ventes et les commandes en cours;
  - La fonction **Instant Payouts**, qui permet un accès aux fonds dans les 30 minutes suivant une transaction, et ce, même la fin de semaine, est désormais accessible aux commerçants du secteur de l'hôtellerie.
- Le RMPU[2, 4] s'est accru de 19 % pour s'établir à environ 533 $, comparativement à environ 447 $ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, propulsé par nos efforts ciblés sur la plateforme intégrée de point de vente et de paiement et par la hausse du RMPU[2] lié aux abonnements, qui a augmenté de 11 %.
- La marge brute s'est établie à 115,9 M$, en hausse de 14 % sur 12 mois. La marge brute globale s'est chiffrée à 41 %, comparativement à 42 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'adoption de Lightspeed Payments par un plus grand nombre de clients. La marge brute liée aux abonnements a augmenté à 79 % pour le trimestre, comparativement à 76 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et ce, grâce à nos efforts ciblés visant à contrôler les coûts. La marge brute liée au traitement des transactions s'est établie à 28 %, contre 30 % pour l'exercice précédent.
- Le VTB généré par les plateformes phares de Lightspeed a augmenté de 23 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, preuve que, pour son profil de client recherché et avec ses produits phares, Lightspeed gagne encore en popularité. Le VTB[4] total s'est chiffré à 23,5 G$.
- Une partie de plus en plus importante du VTB est traitée au moyen des solutions de paiement de la Société. Le VTSPB[4] est passé de 6,6 G$ à la période correspondante de l'exercice précédent à 8,8 G$ au cours du trimestre, en hausse de 34 %, et ce, principalement en raison de l'initiative de plateforme intégrée de point de vente et de paiement de la Société.

[4] Indicateur de rendement clé. Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés ».

- Le nombre d'emplacements clients ayant un VTB supérieur à 500 000 $ par année[5] et le nombre d'emplacements clients ayant un VTB supérieur à 1 M$ par année[5] ont respectivement augmenté de 1 % et de 3 % d'un exercice à l'autre.
- Lightspeed Capital a enregistré une forte croissance, les produits des activités ordinaires ayant augmenté de 96 % sur 12 mois.
- Quelques gains importants réalisés pour le secteur de la vente au détail en Amérique du Nord :
    - **Soccer Master** et **Epoxy Depot**, deux commerçants comptant de multiples emplacements et présentant un besoin pour des capacités omnicanales. Les commerçants traitant un VTB élevé optent encore Lightspeed plutôt que pour d'autres solutions en raison de notre capacité distincte à gérer des besoins complexes en matière de gestion des stocks et à offrir une expérience omnicanale dans des établissements multiples;
    - Au sein de notre réseau de fournisseurs, nous avons renouvelé nos contrats avec trois des plus grandes chaînes de magasins nord-américaines. Nous avons également conclu des ententes avec de nombreuses nouvelles marques, dont **Caspari**, **Anine Bing** et **ASW Group**, un distributeur pour **Tommy Hilfiger** et **Calvin Klein**.
- Du côté des exploitants de terrains de golf, nous avons conclu une entente avec **St Andrews Links Trust**, siège de l'Open.
- Quelques gains importants réalisés par le secteur de l'hôtellerie en Europe :
    - Le restaurant triplement étoilé Michelin **AM par Alexandre Mazzia**, à Marseille, et **ChefDag**, chaîne de restaurants belge qui compte sept emplacements;
    - Pour son espace restaurant, **Hôtel de Beaune**, hôtel de luxe cinq étoiles situé au cœur de la Bourgogne, a opté pour Lightspeed en raison de l'adéquation de nos produits avec le marché des restaurants à service complet.
- Au cours du trimestre, Lightspeed a annoncé une réorganisation stratégique touchant environ 200 postes. Cet effort est le résultat de la stratégie renouvelée de la Société visant à concentrer ses efforts sur les secteurs du commerce de détail en Amérique du Nord et de l'hôtellerie en Europe.

Perspectives financières[6]

Les prévisions suivantes remplacent tous les énoncés précédents de la Société et sont basées sur les attentes actuelles.

Les résultats de Lightspeed à ce jour sont encourageants, propulsés par une solide croissance des produits et une performance au titre du BAIIA ajusté qui est en voie de surpasser nos plus récentes prévisions pour l'exercice 2025. À court terme, deux obstacles se profilent en ce qui concerne les produits des activités ordinaires : la hausse du dollar américain, qui exerce une pression sur les produits des activités ordinaires qui ne sont pas libellés dans cette monnaie, et la diminution significative des positions de mise en marché découlant de la restructuration du dernier trimestre. La Société prévoit utiliser les économies réalisées par suite de la restructuration pour embaucher dans ses marchés de croissance, et elle est persuadée que ces efforts assureront des rendements positifs au cours de l'exercice 2026. Ces obstacles sont en partie compensés par les récentes hausses des prix des logiciels et le lancement récent de modules de logiciels populaires. Enfin, le quatrième trimestre de la Société est traditionnellement le plus faible en termes de performance du VTB.

Les perspectives de la Société ont été mises à jour comme suit :

Exercice 2025

- Croissance des produits des activités ordinaires d'environ 20 %
- BAIIA ajusté[1] de plus de 53 M$

[5] Exclusion faite des emplacements clients et du VTB attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid ainsi qu'aux produits Lightspeed Golf et NuORDER by Lightspeed. Le VTB d'un emplacement client par année est calculé en annualisant le VTB pour les mois au cours desquels l'emplacement client a été actif, et ce, pendant les 12 derniers mois.

[6] Les perspectives financières sont présentées sous toutes réserves, sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et sont assujetties à un certain nombre de risques qui sont décrits aux rubriques « Énoncés prospectifs » et « Hypothèses des perspectives financières » du présent communiqué.

Conférence téléphonique et webdiffusion

Lightspeed tiendra une conférence téléphonique et une webdiffusion pour faire le point sur ses résultats financiers à 8 h, heure de l'Est, le jeudi 6 février 2025. Pour accéder à la conférence téléphonique, veuillez vous rendre en ligne à l'adresse https://registrations.events/direct/Q4I743165278. Après votre inscription, des instructions vous seront fournies pour vous joindre à la conférence : numéro de téléphone, mot de passe unique et code d'identification. À l'heure de la conférence téléphonique, les participants inscrits pourront utiliser le numéro de téléphone fourni dans le courriel de confirmation, puis saisir leur mot de passe unique et leur code d'identification pour accéder directement à la conférence. La webdiffusion sera également transmise en direct à la section Événements de l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com/French/vnements-et-prsentations/vnements--venir/default.aspx.

Lightspeed discutera notamment des résultats trimestriels, des perspectives financières et des tendances liées à sa clientèle lors de la conférence téléphonique et de la webdiffusion, et les documents connexes seront accessibles sur le site Web de la Société à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com. Les investisseurs devraient examiner attentivement les facteurs, les hypothèses et les incertitudes présentés dans ces documents connexes.

On pourra entendre la conférence en reprise du 6 février 2025, à partir d'environ 11 h, heure de l'Est, au 13 février 2025, 23 h 59, heure de l'Est, en composant le 800 770-2030 aux États-Unis et au Canada, ou le 647 362-9199 à l'international, ainsi que le code d'accès 74316. La webdiffusion sera archivée à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion de Lightspeed pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2024 sont accessibles sur son site Web, à l'adresse https://investors.lightspeedhq.com, et seront déposés sur SEDAR+, au www.sedarplus.ca, et sur EDGAR, au www.sec.gov.

Hypothèses à l'égard des perspectives financières

Lors du calcul du BAIIA ajusté inclus dans nos perspectives financières pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025, nous avons tenu compte de mesures conformes aux IFRS, notamment des produits des activités ordinaires, du coût direct des produits et des charges d'exploitation. Nos perspectives financières se fondent sur certaines hypothèses, dont les suivantes : les hypothèses relatives à l'inflation, aux variations des taux d'intérêt, aux dépenses de consommation, aux taux de change et aux autres facteurs macroéconomiques; les territoires où Lightspeed mène des activités importantes n'imposeront pas de mesures strictes, comme celles mises en place en réponse à la pandémie de COVID-19; les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements et le roulement de la clientèle attribuable aux faillites demeureront conformes aux prévisions; le nombre d'emplacements clients restant conforme aux prévisions (tout particulièrement pour les cohortes affichant un VTB élevé); l'accélération de la croissance des produits tirés des abonnements trimestriels tout au long de l'exercice pour atteindre environ 10 %; les flux de produits des activités ordinaires tirés des recommandations de certains de nos partenaires demeurent conformes à nos attentes (particulièrement avec notre décision de centraliser nos solutions de point de vente et de paiement, puisque nos solutions de paiement ont déjà été perçues par certains de ces partenaires comme étant en concurrence avec leurs propres solutions et pourraient à nouveau l'être); les utilisateurs qui adoptent nos solutions de paiement affichent un VTB moyen correspondant aux prévisions; l'adoption soutenue de nos solutions de paiement conformément à nos attentes du fait de nos efforts continus pour vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous forme de plateforme intégrée; notre capacité à fixer les prix de nos solutions de paiement est conforme à nos attentes et nous permet de réaliser des marges convenables et de mettre en œuvre des structures de prix optimisées; notre capacité à gérer le risque de défaut lié aux avances de fonds aux commerçants conformément à nos attentes; les tendances saisonnières pour nos principaux marchés verticaux sont conformes à nos attentes, tout comme leur incidence sur notre VTB et les produits tirés du traitement des transactions; notre capacité à susciter l'adoption de nos modules par notre clientèle; notre capacité à saisir judicieusement les opportunités stratégiques et à tirer les avantages attendus des acquisitions que nous avons réalisées, notamment les synergies attendues à la suite de la priorisation de nos produits phares Lightspeed Retail et Lightspeed Restaurant; l'acceptation et l'adoption par

le marché de nos produits phares; notre capacité à attirer et à maintenir en poste le personnel clé nécessaire à la réalisation de nos plans, y compris le personnel des ventes prospectives et des ventes sur le terrain dans nos marchés clés; notre capacité à réaliser notre plan de relève; nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence de nos réorganisations et de nos autres initiatives de réduction des coûts; nos attentes à l'égard de notre stratégie de croissance dans le commerce de détail en Amérique du Nord et dans l'hôtellerie en Europe ainsi que nos stratégies pour d'autres régions géographiques et marchés verticaux; notre capacité à gérer le roulement de notre clientèle; et notre capacité à gérer les demandes d'escompte des clients. Nos perspectives financières ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle des acquisitions, des dessaisissements et des autres transactions stratégiques qui pourraient être annoncés ou conclus après la date des présentes. Nos perspectives financières, et notamment les diverses hypothèses qui les sous-tendent, constituent de l'information prospective et doivent être lues dans l'esprit de la mise en garde concernant l'information prospective qui figure ci-après. En raison de nombreux facteurs, nos résultats réels, nos niveaux d'activité, notre rendement ou nos réalisations peuvent sensiblement s'écarter de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective, y compris les risques et incertitudes liés aux éléments suivants : le contexte macroéconomique des PME, notamment l'inflation, les variations de taux d'intérêt et les tendances de consommation, l'instabilité du secteur bancaire; les fluctuations du change et l'utilisation d'instruments de couverture; toute pandémie ou crise sanitaire mondiale; l'invasion de l'Ukraine par la Russie, y compris les réactions à celle-ci; la guerre entre Israël et le Hamas, y compris les réactions à celle-ci; l'incertitude et les changements découlant des élections et des changements d'administration aux États-Unis, au Canada et en Europe (notamment les répercussions éventuelles de tarifs douaniers, d'autres conditions commerciales et des mesures protectionnistes des gouvernements); certaines catastrophes naturelles (y compris les feux de forêt en Californie); notre incapacité à attirer et à retenir des clients, notamment chez les clients affichant un VTB élevé; notre incapacité à augmenter nos ventes; notre incapacité à mettre en place notre stratégie de croissance; notre incapacité à accroître de façon soutenue l'adoption de nos solutions de paiement, y compris dans le cadre de notre initiative visant à vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée; notre capacité à réaliser de manière fructueuse nos initiatives relatives à la tarification et aux forfaits; les risques liés à notre programme d'avances de fonds aux commerçants; notre capacité à continuer d'offrir des avances de fonds aux commerçants et à faire évoluer notre programme d'avances de fonds aux commerçants conformément à nos attentes; notre appui sur un nombre restreint de fournisseurs de services infonuagiques et de fournisseurs des composantes de la technologie que nous offrons sur nos solutions de paiement; notre capacité à gérer et à maintenir les intégrations entre notre plateforme et certaines plateformes de tiers; notre capacité à maintenir des stocks suffisants de matériel informatique; notre incapacité à améliorer la fonctionnalité, la performance, la fiabilité, la conception, la sécurité et l'extensibilité de notre plateforme; notre capacité à prévenir et à gérer les atteintes à la sécurité de l'information ou d'autres menaces à la cybersécurité; notre capacité à livrer concurrence; les relations stratégiques avec des tiers; notre appui sur l'intégration de solutions de traitement de paiement de tiers; la compatibilité de nos solutions avec les applications et les systèmes de tiers; l'évolution de la technologie sur laquelle repose notre plateforme; notre capacité à intégrer efficacement des solutions d'intelligence artificielle dans nos activités et notre exploitation; notre capacité à obtenir, maintenir et protéger notre propriété intellectuelle; les risques liés aux activités internationales et à l'usage de notre plateforme dans différents pays; notre situation de trésorerie et nos ressources en capital; les litiges en cours et imminents et la conformité à la réglementation; l'incidence de l'activisme des parties prenantes externes; les changements dans la législation fiscale et son application; notre aptitude à accroître nos moyens et nos capacités en matière de vente, de commercialisation et de soutien; notre capacité à réaliser nos réorganisations et nos initiatives de réduction des coûts; notre capacité à exécuter notre stratégie de croissance axée sur le commerce de détail en Amérique du Nord et l'hôtellerie en Europe ainsi que nos stratégies pour d'autres régions géographiques et marchés verticaux; notre capacité à réaliser des investissements futurs dans nos activités au moyen de dépenses d'investissement; notre capacité à exécuter avec succès nos stratégies d'affectation du capital; notre capacité à réaliser notre stratégie d'entreprise et notre stratégie opérationnelle; et le maintien de la qualité de notre service à la clientèle et de notre réputation. L'information prospective a pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction quant à notre rendement financier. Elle peut ne pas convenir à d'autres buts.

À propos de Lightspeed

Propulsant les commerces qui sont le moteur de l'économie mondiale, la plateforme de commerce tout-en-un de Lightspeed aide les commerçants à innover afin de simplifier, adapter et offrir des expériences client exceptionnelles. Notre solution commerciale d'infonuagique transforme et intègre les opérations en ligne et hors ligne, les ventes omnicanales, l'expansion avec de nouveaux emplacements, les paiements internationaux, les solutions financières et la connexion aux réseaux de fournisseurs.

Fondée en 2005 à Montréal, au Canada, Lightspeed est inscrite à la fois à la Bourse de New York (NYSE : LSPD) et à celle de Toronto (TSX : LSPD). Avec des équipes en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique, la Société est au service d'entreprises des secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie, ainsi que d'exploitants de terrains de golf dans plus d'une centaine de pays.

Pour un complément d'information : fr.lightspeedhq.com

Réseaux sociaux : LinkedIn, Facebook, Instagram, YouTube et X (anciennement Twitter)

Mesures et ratios non conformes aux IFRS

L'information présentée dans ce communiqué inclut certaines mesures financières non conformes aux IFRS telles que le « BAIIA ajusté », le « résultat ajusté », les « flux de trésorerie disponibles ajustés », la « marge brute non conforme aux IFRS », les « frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS », les « frais de recherche et développement non conformes aux IFRS » et les « frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS », ainsi que certains ratios financiers non conformes aux IFRS tels que le « résultat ajusté par action – de base et dilué », la « marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », les « frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », les « frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires » et les « frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires ». Ces mesures et ratios ne sont pas reconnus par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures et ratios analogues présentés par d'autres entreprises. Ils s'ajoutent plutôt aux mesures et ratios IFRS et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures et ratios isolément ou comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures et ratios non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures et ratios supplémentaires de notre rendement d'exploitation et de nos liquidités et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

> Le « **BAIIA ajusté** » est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges et de la dépréciation du goodwill. Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté constitue une mesure supplémentaire utile du rendement d'exploitation de la Société, car il permet d'illustrer les tendances sous-jacentes de nos activités qui pourraient autrement être éclipsées par l'incidence des produits ou des charges qui ne sont pas représentatifs du rendement d'exploitation de base de nos activités.

Le « **résultat ajusté** » est défini comme la perte nette compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges, de la charge (du produit) d'impôt différé et de la dépréciation du goodwill. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de certaines autres charges hors trésorerie ou non liées aux activités d'exploitation fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement d'exploitation, puisqu'elle permet une comparaison plus précise d'une période à l'autre.

Le « **résultat ajusté par action – de base et dilué** » est défini comme le résultat ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et dilué). Nous utilisons le résultat ajusté par action – de base et dilué dans le but de fournir une mesure supplémentaire utile du rendement de nos activités, par action (de base et dilué).

Les « **flux de trésorerie disponibles ajustés** » sont définis comme les entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation, après ajustement tenant compte du paiement des montants liés aux frais de développement interne inscrits à l'actif, de paiements au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que de certaines entrées et sorties de trésorerie liées aux avances de fonds aux commerçants. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'inclusion ou l'exclusion de certaines entrées et sorties de trésorerie fournit une mesure supplémentaire utile, puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu de la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie.

La « **marge brute non conforme aux IFRS** » est définie comme la marge brute après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement, puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu du rendement et de la rentabilité de la Société.

La « **marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaire**s » est calculée en divisant la marge brute non conforme aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement, puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu du rendement et de la rentabilité de la Société.

Les « **frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais généraux et administratifs après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, des frais liés aux transactions et des provisions pour litiges. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de certaines charges fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de certaines charges fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de recherche et développement non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais de recherche et développement après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais de recherche et développement non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais de vente et de commercialisation après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Se reporter aux tableaux financiers ci-après pour un rapprochement des mesures financières et ratios financiers non conformes aux IFRS.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. Ces indicateurs de rendement clés constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment les mesures propres à un secteur pour évaluer les sociétés émettrices. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Revenu moyen par utilisateur. Le « **revenu moyen par utilisateur** » ou « **RMPU** » correspond au total des produits tirés des abonnements et de solutions de traitement de transactions de la Société pour la période, divisé par le nombre d'emplacements clients de la Société pour cette période. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons qu'elle constitue une mesure supplémentaire utile de nos progrès en matière de croissance des produits que nous tirons de notre clientèle. Pour plus de précision, le nombre d'emplacements clients de la Société pour la période correspond au nombre moyen d'emplacements clients tout au long de la période.

Emplacements clients. Un « **emplacement client** » s'entend de l'emplacement d'un commerçant facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation et, dans le cas de NuORDER, d'une marque avec un abonnement direct ou indirect payé pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique et, dans le cas de NuORDER, des abonnements multiples. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que notre capacité à accroître le nombre d'emplacements clients affichant un VTB par année élevé qui utilisent notre plateforme est un indicateur de notre succès au chapitre de la pénétration de marché et de la croissance de notre entreprise. Le VTB d'un emplacement client par année est calculé en annualisant le VTB pour les mois au cours desquels l'emplacement client a été actif, et ce, pendant les 12 derniers mois.

Volume traité par les solutions de paiement brut. Le « **volume traité par les solutions de paiement brut** » ou « **VTSPB** » désigne la valeur totale en dollars des transactions traitées, compte non tenu des montants traités au moyen de la solution NuORDER, au cours de la période par nos solutions de paiement pour lesquelles nous agissons à titre de partie principale dans l'entente avec un client, déduction faite des remboursements, ce qui inclut les frais de transport et de manutention, des droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous sommes d'avis qu'une croissance du VTSPB est un indicateur de la force de nos solutions de paiement. À mesure que le nombre d'emplacements clients utilisant nos solutions de paiement augmente, particulièrement ceux affichant un VTB élevé, nous générons un VTSPB plus élevé et constatons une hausse des produits tirés du traitement des transactions. Nous avons exclu de notre VTSPB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises. Certaines de nos marques traitent des paiements de détaillants dans des zones géographiques sélectionnées. Nous pourrions éventuellement inclure ce volume dans le VTSPB, lorsque nous aurons développé davantage notre solution de paiement pour traiter le volume de transactions interentreprises.

Volume de transactions brut. Le « **volume de transactions brut** » ou « **VTB** » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS (compte non tenu des montants traités par la solution NuORDER) pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, des droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure, car nous estimons que le VTB est un indicateur du succès de nos clients et de la vigueur de notre plateforme. Le VTB ne représente pas des produits que nous avons gagnés. Nous avons exclu de notre VTB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises. Certaines de nos marques traitent des paiements de détaillants dans des zones géographiques sélectionnées. Nous pourrions éventuellement inclure ce volume dans le VTB lorsque nous aurons développé davantage notre solution de paiement pour traiter le volume de transactions interentreprises.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières (notamment les produits des activités ordinaires et le BAIIA ajusté) et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes et d'affectation des capitaux (y compris les initiatives de rachat d'actions), nos plans et nos objectifs. En particulier, sont considérées comme prospectives l'information sur nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives et des possibilités futurs ou des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités; les conditions macroéconomiques telles que les pressions inflationnistes, les taux d'intérêt, le contexte commercial international et les restrictions ou litiges connexes et l'incertitude économique mondiale; nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence des réorganisations et des initiatives de réduction des coûts ainsi que des changements de personnel; nos attentes à l'égard de notre stratégie de croissance dans le commerce de détail en Amérique du Nord et dans l'hôtellerie en Europe ainsi que nos stratégies pour d'autres régions géographiques et marchés verticaux; l'instabilité géopolitique, le terrorisme, la guerre et d'autres conflits mondiaux tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre entre Israël et le Hamas; ainsi que l'information sur nos attentes concernant les tendances du secteur d'activité et des dépenses de consommation, nos taux de croissance, la réalisation de développements de notre plateforme et l'expansion de celle-ci, l'accent mis sur les clients affichant un VTB élevé et ayant des besoins complexes, nos produits d'exploitation et le potentiel de nos solutions de paiement et autres solutions à dégager des produits d'exploitation, l'incidence de notre décision de vendre nos solutions de point de vente et de paiement sur une plateforme intégrée, nos initiatives relatives à la tarification et aux forfaits, nos marges brutes et notre

rentabilité future, les résultats et les synergies au terme d'acquisitions, l'incidence des litiges en cours et imminents, l'incidence de l'activisme des parties prenantes externes, l'incidence des fluctuations des taux de change et de l'utilisation d'instruments de couverture sur nos résultats d'exploitation, nos plans et stratégies d'affaires et notre position concurrentielle dans notre secteur d'activité.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « suggérer », « perspectives », « prévision », « projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire », « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent notamment ceux mentionnés dans notre plus récent rapport de gestion, dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle et dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écartent de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent communiqué représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci (ou à toute autre date mentionnée) et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent. Toute l'information prospective contenue dans le présent communiqué est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Personnes-ressources :
Asha Bakshani
Cheffe des finances

Gus Papageorgiou
Responsable des relations avec les investisseurs

investorrelations@lightspeedhq.com

SOURCE : Lightspeed Commerce Inc.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net et du résultat global
(en milliers de dollars américains, sauf les nombres d'actions et les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits des activités ordinaires				
Abonnements	88 064	80 882	256 914	240 652
Traitement des transactions	181 659	147 834	539 464	406 476
Matériel informatique et autres produits	10 411	10 979	27 029	31 926
Total des produits des activités ordinaires	280 134	239 695	823 407	679 054
Coût direct des produits				
Abonnements	18 385	19 774	53 901	59 077
Traitement des transactions	131 439	103 785	392 888	292 229
Matériel informatique et autres produits	14 436	14 659	38 253	42 198
Total du coût direct des produits	164 260	138 218	485 042	393 504
Marge brute	115 874	101 477	338 365	285 550
Charges d'exploitation				
Frais généraux et administratifs	29 459	29 934	92 562	81 202
Recherche et développement	32 148	34 675	90 139	101 791
Vente et commercialisation	54 012	60 908	176 763	176 486
Amortissement des immobilisations corporelles	1 891	1 894	5 717	4 844
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	1 218	1 651	3 981	5 528
Perte (profit) de change	2 514	(979)	1 262	381
Charge de rémunération liée à des acquisitions	157	—	209	3 105
Amortissement des immobilisations incorporelles	22 105	23 671	67 612	72 166
Restructuration	6 368	1 232	16 073	1 784
Total des charges d'exploitation	149 872	152 986	454 318	447 287
Perte d'exploitation	(33 998)	(51 509)	(115 953)	(161 737)
Produit d'intérêts net	8 388	10 899	28 097	32 007
Perte avant impôt sur le résultat	(25 610)	(40 610)	(87 856)	(129 730)
Charge (produit) d'impôt				
Exigible	867	149	3 360	2 119
Différé	109	(530)	37	(425)
Total de la charge (du produit) d'impôt	976	(381)	3 397	1 694
Perte nette	(26 586)	(40 229)	(91 253)	(131 424)
Autres éléments du résultat global				
Éléments pouvant être reclassés dans la perte nette				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	(8 511)	5 379	(3 662)	1 862
Variation du profit net latent (de la perte nette latente) sur les instruments de couverture de flux de trésorerie, déduction faite de l'impôt	(3 837)	897	(3 767)	858
Total des autres éléments du résultat global	(12 348)	6 276	(7 429)	2 720
Total du résultat global	(38 934)	(33 953)	(98 682)	(128 704)
Perte nette par action – de base et diluée	(0,17)	(0,26)	(0,59)	(0,86)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base et dilué	154 283 524	154 194 745	154 190 673	153 401 512

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Aux	
	31 décembre 2024	**31 mars 2024**
Actif	**$**	**$**
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	661 568	722 102
Créances clients et autres débiteurs	43 655	62 284
Avances de fonds aux commerçants	101 316	74 236
Stocks	15 871	16 492
Autres actifs courants	55 896	42 786
Total de l'actif courant	878 306	917 900
Actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location, montant net	14 496	17 075
Immobilisations corporelles, montant net	17 538	20 496
Immobilisations incorporelles, montant net	174 303	227 031
Goodwill	1 351 489	1 349 235
Autres actifs non courants	41 218	42 865
Actif d'impôt différé	513	552
Total de l'actif	2 477 863	2 575 154
Passif et capitaux propres		
Passif courant		
Créditeurs et charges à payer	77 204	68 679
Obligations locatives	6 192	6 942
Passif d'impôt exigible	754	1 709
Produits différés	59 908	67 336
Total du passif courant	144 058	144 666
Produits différés	786	851
Obligations locatives	12 968	16 269
Autres passifs non courants	1 136	967
Passif d'impôt différé	330	—
Total du passif	159 278	162 753
Capitaux propres		
Capital-actions	4 349 947	4 362 691
Capital apporté supplémentaire	195 501	213 918
Cumul des autres éléments du résultat global	(11 474)	(4 045)
Déficit cumulé	(2 215 389)	(2 160 163)
Total des capitaux propres	2 318 585	2 412 401
Total du passif et des capitaux propres	2 477 863	2 575 154

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2024	**2023**
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**$**	**$**
Perte nette	(91 253)	(131 424)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Rémunération à base d'actions liée à des acquisitions	—	2 953
Amortissement des immobilisations incorporelles	67 612	72 166
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location	9 698	10 372
Charge (produit) d'impôt différé	37	(425)
Charge de rémunération à base d'actions	42 983	62 503
Perte de change latente	100	156
(Augmentation) diminution des actifs d'exploitation et augmentation (diminution) des passifs d'exploitation		
Créances clients et autres débiteurs	18 915	(3 506)
Avances de fonds aux commerçants	(27 080)	(26 057)
Stocks	621	(5 755)
Autres actifs	(11 516)	(16 622)
Créditeurs et charges à payer	3 546	8 453
Passif d'impôt exigible	(955)	(5 672)
Produits différés	(7 605)	(5 305)
Autres passifs non courants	170	1 039
Produit d'intérêts net	(28 097)	(32 007)
Total – activités d'exploitation	(22 824)	(69 131)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Entrées d'immobilisations corporelles	(2 840)	(4 191)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(13 284)	(7 720)
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(6 813)	—
Produit d'intérêts	30 534	33 757
Total – activités d'investissement	7 597	21 846
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'exercice d'options sur actions	1 829	2 127
Frais d'émission d'actions	—	(106)
Actions rachetées et annulées	(39 946)	—
Règlement d'obligations locatives et variations de dépôts de location soumis à restrictions	(6 333)	(5 863)
Coûts de financement	(45)	(37)
Total – activités de financement	(44 495)	(3 879)
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(812)	417
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	(60 534)	(50 747)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	722 102	800 154
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	661 568	749 407
Impôt sur le résultat payé	4 242	6 547

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS
BAIIA ajusté
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Perte nette	(26 586)	(40 229)	(91 253)	(131 424)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[1)]	13 565	23 636	44 766	65 673
Amortissement[2)]	25 214	27 216	77 310	82 538
Perte (profit) de change[3)]	2 514	(979)	1 262	381
Produit d'intérêts net[2)]	(8 388)	(10 899)	(28 097)	(32 007)
Rémunération liée à des acquisitions[4)]	157	—	209	3 105
Frais liés aux transactions[5)]	2 717	(625)	5 129	442
Restructuration[6)]	6 368	1 232	16 073	1 784
Provisions pour litiges[7)]	38	4 672	11 957	4 688
Charge (produit) d'impôt	976	(381)	3 397	1 694
BAIIA ajusté	16 575	3 643	40 753	(3 126)

1) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2024, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 13 326 $ et à 42 983 $ (charge de 21 399 $ et de 62 503 $ en décembre 2023), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à une charge de 239 $ et de 1 783 $ (charge de 2 237 $ et de 3 170 $ en décembre 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

2) Conformément à IFRS 16 *Contrats de location*, pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 1 218 $ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 315 $, et exclut des charges locatives de 1 994 $ (1 651 $, 315 $ et 1 851 $, respectivement, pour le trimestre clos le 31 décembre 2023). Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2024, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 3 981 $ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 1 026 $, et exclut des charges locatives de 6 381 $ (5 528 $, 897 $ et 5 970 $, respectivement, pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2023).

3) Ces profits et pertes hors trésorerie sont liés à la conversion de devises.

4) Ces coûts représentent une portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

5) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

6) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2024, nous avons annoncé et mis en œuvre des réorganisations visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société et à harmoniser les pratiques de l'organisation avec la stratégie de croissance rentable. Les frais associés aux réorganisations ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

7) Ces montants représentent les provisions constituées, les montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
Résultat ajusté et résultat ajusté par action – de base et dilué
(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Perte nette	(26 586)	(40 229)	(91 253)	(131 424)
Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[1)]	13 565	23 636	44 766	65 673
Amortissement des immobilisations incorporelles	22 105	23 671	67 612	72 166
Rémunération liée à des acquisitions[2)]	157	—	209	3 105
Frais liés aux transactions[3)]	2 717	(625)	5 129	442
Restructuration[4)]	6 368	1 232	16 073	1 784
Provisions pour litiges[5)]	38	4 672	11 957	4 688
Charge (produit) d'impôt différé	109	(530)	37	(425)
Résultat ajusté	18 473	11 827	54 530	16 009
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base et dilué[6)]	154 283 524	154 194 745	154 190 673	153 401 512
Perte nette par action – de base et diluée	(0,17)	(0,26)	(0,59)	(0,86)
Résultat ajusté par action – de base et dilué	0,12	0,08	0,35	0,10

1) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2024, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait respectivement à 13 326 $ et à 42 983 $ (charge de 21 399 $ et de 62 503 $ en décembre 2023), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à une charge de 239 $ et de 1 783 $ (charge de 2 237 $ et de 3 170 $ en décembre 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

2) Ces coûts représentent une portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.

3) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

4) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2024, nous avons annoncé et mis en œuvre des réorganisations visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société et à harmoniser les pratiques de l'organisation avec la stratégie de croissance rentable. Les frais associés aux réorganisations ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

5) Ces montants représentent les provisions constituées, les montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

6) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2024, puisque l'inclusion des actions potentiellement dilutives dans le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base et dilué n'aurait pas eu d'incidence sur le résultat ajusté par action de base et dilué, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base et dilué n'a pas été ajusté pour tenir compte des actions potentiellement dilutives.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
Flux de trésorerie disponibles ajustés
(en milliers de dollars américains, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 720	(18 195)	(22 824)	(69 131)
Frais de développement interne inscrits à l'actif[1)]	(5 181)	(2 579)	(13 284)	(7 720)
Entrées d'immobilisations corporelles[2)]	(938)	(2 282)	(2 840)	(4 191)
Avances de fonds aux commerçants, montant net[3)]	2 888	8 291	37 080	32 853
Flux de trésorerie disponibles ajustés	(511)	(14 765)	(1 868)	(48 189)

1) Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif. Ces montants sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés non audités des flux de trésorerie. Si ces coûts n'étaient pas inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles, ils feraient partie de nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

2) Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles. Ils sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés non audités des flux de trésorerie.

3) Ces montants représentent les sorties de trésorerie, notamment le capital avancé, et les entrées de trésorerie, notamment les remboursements de capital en lien avec les avances de fonds aux commerçants.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages, non audité)

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2024	**2023**	**2024**	**2023**
	$	**$**	**$**	**$**
Marge brute	115 874	101 477	338 365	285 550
En pourcentage des produits des activités ordinaires	41,4 %	42,3 %	41,1 %	42,1 %
Ajouter : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3)]	840	1 772	2 653	5 212
Marge brute non conforme aux IFRS[1)]	116 714	103 249	341 018	290 762
Marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2)]	41,7 %	43,1 %	41,4 %	42,8 %
Frais généraux et administratifs	29 459	29 934	92 562	81 202
En pourcentage des produits des activités ordinaires	10,5 %	12,5 %	11,2 %	12,0 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3)]	4 579	6 527	14 413	19 171
Déduire : Frais liés aux transactions[4)]	2 717	(625)	5 129	442
Déduire : Provisions pour litiges[5)]	38	4 672	11 957	4 688
Frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS[1)]	22 125	19 360	61 063	56 901
Frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2)]	7,9 %	8,1 %	7,4 %	8,4 %
Frais de recherche et développement	32 148	34 675	90 139	101 791
En pourcentage des produits des activités ordinaires	11,5 %	14,5 %	10,9 %	15,0 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3)]	5 267	6 993	14 189	22 332
Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS[1)]	26 881	27 682	75 950	79 459
Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2)]	9,6 %	11,5 %	9,2 %	11,7 %
Frais de vente et de commercialisation	54 012	60 908	176 763	176 486
En pourcentage des produits des activités ordinaires	19,3 %	25,4 %	21,5 %	26,0 %
Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent[3)]	2 879	8 344	13 511	18 958
Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS[1)]	51 133	52 564	163 252	157 528
Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires[2)]	18,3 %	21,9 %	19,8 %	23,2 %

1) Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS ».

2) Ratio non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS ».

3) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2024, la charge de rémunération à base d'actions s'est élevée respectivement à 13 326 $ et à 42 983 $ (charge de 21 399 $ et de 62 503 $ en décembre 2023), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient respectivement à une charge de 239 $ et de 1 783 $ (charge de 2 237 $ et de 3 170 $ en décembre 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

4) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

5) Ces montants représentent les provisions constituées, les montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques engagés, à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).